

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Préface.....	9
Sommaire.....	13
Introduction.....	15
I. Une constitution britannique produite par l'histoire.....	19
II. Une constitution britannique déterminée par le concept d'empire.....	32
III. Une constitution britannique animée par une dynamique centrifuge..	42

PREMIÈRE PARTIE L'UNITÉ AFFIRMÉE : LA LOGIQUE DE LA SOUVERAINETÉ OU L'ASSIMILATION CONTESTABLE DE LA CONSTITUTION AU « DROIT STRICT »

TITRE I. LA SOUVERAINETÉ DU PARLEMENT, UN PRINCIPE JURIDIQUE ÉQUIVOQUE

Chapitre I. Les théories de la souveraineté du Parlement	57
Section I. L'orthodoxie doctrinale : Dicey et ses successeurs.....	58
I. L'apport de Dicey : la codification et la systématisation du droit constitutionnel anglais.....	58
1. Les préceptes juridiques issus de la souveraineté du Parlement	60
2. La Constitution anglaise comme héritage.....	65
3. Le risque d'une « ossification » du droit constitutionnel	67

II. Les successeurs de Dicey : La souveraineté du Parlement érigée en norme fondamentale	70
1. L'ordre juridique selon William Wade.....	70
a. La décision Harris	71
b. La question du fondement de l'ordre juridique	74
2. Souveraineté du Parlement et « règle de reconnaissance »	79
a. Un approfondissement de la conception du droit de Dicey	79
b. Souveraineté du Parlement ou souveraineté du juge?	80
Conclusion	84
Section II. Les doctrines rivales	86
I. Une remise en cause des préceptes issus de la théorie juridique de la souveraineté.....	86
1. L'apport de Jennings	88
2. La décision « Trethowan »	90
II. La théorie de la redéfinition.....	93
1. Qu'est-ce que le « Parlement »?	93
2. Une redéfinition opérée par le juge ou par le Parlement?.....	95
Chapitre II. Les conséquences des théories de la souveraineté du Parlement dans le contexte britannique et impérial.....	99
Section I. Les Actes d'Union	100
I. Une loi sans portée constitutionnelle selon la doctrine classique	101
II. Les théories rivales au service d'une interprétation constitutionnaliste.....	107
1. Une contestation jurisprudentielle.....	108
2. L'apport de la théorie de la redéfinition	113
3. Les manifestations ultérieures de la redéfinition du Parlement britannique.....	115
Section II. Le Statut de Westminster.....	118
I. Le problème posé par l'article 4 du Statut de Westminster	119
II. Le Statut de Westminster et la redéfinition du Parlement impérial.....	125

Chapitre III. Les évolutions contemporaines : vers une reconnaissance jurisprudentielle de la théorie de la redéfinition ?	131
Section I. Les décisions <i>Factortame</i> et <i>Thoburn</i> : les limites à la doctrine de l'« <i>implied repeal</i> »	132
I. La décision <i>Factortame</i> et la « rigidification » du European Communities Act	132
II. La décision <i>Thoburn</i> et la notion de « lois constitutionnelles »	137
Section II. La décision <i>Jackson</i>	140
I. Les doctrines de la souveraineté du Parlement et le Parliament Act de 1911	140
II. Le statut juridique des lois adoptées en vertu des Parliament Acts.....	145
III. Le statut juridique des Parliament Acts	148
Conclusion	152
Conclusion du titre I	157

TITRE II.

LES CONVENTIONS DE LA CONSTITUTION,
INSTRUMENTS D'UN CONSTITUTIONNALISME POLITIQUE

Chapitre I. La nature juridique incertaine des conventions	163
Section introductive. Dicey et la séparation rigide du droit et des conventions	163
1. Les prédécesseurs de Dicey	164
2. Une appréhension systématisée des conventions	166
3. Une prémisse positiviste.....	167
Section I. L'interpénétration du droit et des conventions.....	169
I. Les effets juridiques indirects des conventions	170
1. Les conventions comme règles d'interprétation.....	170
a. La décision <i>British Coal Corporation</i>	170
b. La décision <i>Attorney General v Jonathan Cape Ltd</i>	172
c. La décision <i>Copyright Owners Reproduction Society Ltd</i>	173
d. Une jurisprudence à la portée limitée	175
2. Conventions et « <i>legitimate expectation</i> »	177
3. Une technique juridique ou un « droit commun » constitutionnel?..	180
II. Les similitudes entre les règles juridiques et conventionnelles	183
1. Les conventions écrites.....	183
2. Les références législatives aux conventions	187
3. Les conventions posées	189

Section II. La stratification du droit.....	195
I. L'exemple topique des pouvoirs issus de la prérogative royale.....	197
1. La nomination et la révocation du gouvernement.....	198
2. Le droit de dissolution	200
3. La sanction royale	203
4. Droit ordinaire et droit d'exception	204
II. L'articulation du droit et des conventions dans le cadre de la dévolution	206
1. La souveraineté du Parlement britannique et la dévolution.....	207
2. Une normativité circonstancielle.....	210
Chapitre II. La nature constitutionnelle des conventions	213
Section I. La nature constituante des conventions.....	213
I. Les conventions, normes reconnues par la communauté politique	214
1. Distinguer l'expédient politique de la moralité constitutionnelle	214
a. Deux conceptions du phénomène conventionnel	215
b. Des conventions « reconnues ».....	217
c. Conventions et « droit politique »	219
2. La force constituante des conventions.....	223
a. La coutume, expression spontanée de la volonté nationale	223
b. Les conventions, « volonté constituante permanente de l'opinion publique ».....	225
c. Les conventions, produits d'un « match des volontés »	228
II. Les conventions, normes sanctionnées par la communauté politique...	230
1. Une injusticiabilité non dénuée de légitimité.....	230
2. Les sanctions extra-juridiques des conventions	234
a. Une sanction sociale	235
b. Une sanction politique et institutionnelle	239
Section II. Les conventions, normes intégrantes du droit constitutionnel...	241
I. Conventions et constitution.....	241
1. L'apport de la théorie du droit.....	243
2. Une théorie utile à l'identification du droit constitutionnel	246
II. Une conception enrichie de la Constitution	248
1. La « constitution positive » selon Carl Schmitt	248
2. Hermann Heller et la question de la normativité de la pratique	255

3. Les conceptions politiques du droit constitutionnel dans la doctrine britannique.....	257
4. Vers une approche inductive du droit constitutionnel.....	265
Conclusion du titre II.....	269
Conclusion de la première partie.....	275

SECONDE PARTIE
LA DIVERSITÉ RÉVÉLÉE :
ESQUISSE D'UN DROIT POLITIQUE BRITANNIQUE ET IMPÉRIAL

TITRE I.
L'INDÉTERMINATION CONSTITUTIONNELLE
DU « PREMIER EMPIRE » BRITANNIQUE

Chapitre I. L'autonomie des Treize Colonies.....	291
Section I. Les chartes royales, fondements juridiques de l'autonomie coloniale.....	291
I. Un titre à gouverner.....	292
II. Une concurrence potentielle entre deux niveaux d'autorité.....	294
Section II. Une réception circonstancielle du droit de la métropole dans les colonies.....	296
I. L'applicabilité des règles du droit anglais.....	298
1. L'indétermination du statut juridique des colonies.....	298
2. Une indétermination favorable à l'autonomie coloniale.....	301
II. Le développement d'un droit colonial autonome.....	303
1. Un principe de concordance des droits anglais et coloniaux.....	303
2. Le développement d'une culture juridique coloniale.....	305
Section III. Un contrôle modéré de la législation coloniale.....	308
I. La création du Board of Trade.....	309
II. Les modalités du contrôle de la législation coloniale.....	310
III. Un contrôle matériellement limité du droit colonial.....	312
Chapitre II. L'autorité législative du Parlement britannique à l'égard des Treize Colonies.....	315
Section I. L'avènement progressif d'un Parlement « impérial ».....	316
I. Une production législative quantitativement limitée.....	316
II. Les lois relatives au commerce impérial.....	317
III. Le financement de la défense impériale.....	320

Section II. Le fondement problématique de la compétence impériale du Parlement	323
I. La crise du Stamp Act.....	323
1. La réaction de la métropole : le retrait du Stamp Act et l'affirmation de la souveraineté du Parlement.....	325
2. La réponse coloniale : une souveraineté parlementaire exorbitante du droit commun?	326
II. Les données juridiques du problème.....	329
1. Taxation et représentation	329
2. Le Calvin's Case et l'« ajout » de Coke.....	333
Section III. La Constitution impériale et la logique de la souveraineté....	336
I. Une refondation de la Constitution impériale	338
II. Deux interprétations distinctes et antagonistes de la Constitution impériale	343
1. Des conceptions inconciliables et anachroniques du droit	344
2. Une collision inévitable en raison de l'indétermination de la Constitution impériale	348
Conclusion du titre I	353

TITRE II.

L'AVÈNEMENT D'UNE CONSTITUTION BRITANNIQUE

Chapitre I. Du « self-government » au « responsible government » : la constitutionnalisation circonscrite du statut des colonies	359
Section I. La disparité des statuts juridiques des colonies britanniques ...	359
I. « Gubernaculum » et « jurisdictio » : deux conceptions concurrentes du pouvoir	360
1. Aux origines du constitutionnalisme britannique	360
2. Colonies de conquête et colonies de peuplement.....	361
II. « Gubernaculum » et gouvernement colonial : le cas topique de l'Inde	364
1. Principes et formes juridiques	365
2. Une permanence relative du droit local.....	367
3. Impérialisme et despotisme	369
Section II. La définition progressive d'un statut constitutionnel des colonies.....	371
I. « Jurisdictio » et institutions représentatives	371
1. « Droit de naissance » et communauté politique.....	372
2. La souveraineté du Parlement, clé de voûte de la Constitution impériale.....	374

3. Les constitutions coloniales.....	376
4. Les fondements réels de l'autonomie coloniale.....	378
I. « Responsible government » et « Dominion Status » : la codification informelle de la Constitution impériale	380
1. Le rapport Durham et l'introduction du « responsible government »	381
2. Le « Statut des Dominions » et ses implications.....	384
a. Un droit constitutionnel stratifié.....	384
b. La répartition des compétences entre deux niveaux de gouvernement	387
Chapitre II. Qualifier la Constitution impériale et britannique : l'hypothèse fédérale	395
Section I. Le fédéralisme britannique : un problème théorique.....	395
I. Les théories du fédéralisme	398
II. L'originalité du fédéralisme par ségrégation	401
III. La possibilité d'un fédéralisme conventionnel.....	404
IV. La souveraineté du Parlement, point d'achoppement de toute lecture fédérale de la Constitution britannique	408
Section II. Les solutions pratiques fournies par le droit politique britannique	410
I. Le problème de la participation	410
II. L'« anamorphisme » des institutions britanniques	415
III. L'Empire comme union d'États	418
Conclusion.....	423
Bibliographie	427
I. Ouvrages.....	427
A. Ouvrages généraux et spécialisés.....	427
B. Thèses.....	435
II. Articles, communications, contributions et recensions.....	436
III. Législation.....	443
A. Lois du Parlement anglais ou britannique	443
B. Lois du Parlement écossais.....	444
C. Lois du Parlement irlandais	444
D. Lois des Parlements des Dominions ou des anciens Dominions.....	444
Afrique du Sud	444
Canada	445